

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA VILLE DE SAINT-DIZIER

L'an deux mille dix-sept, le neuf février à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de SAINT-DIZIER s'est réuni en séance publique salle du Conseil Municipal, sous la présidence de M. François CORNUT-GENTILLE, Député-Maire, en suite de la convocation faite le 2 février 2017.

Présents :

- M. CORNUT-GENTILLE, Député-Maire
- M. BOSSOIS, Mme CLAUSSE, Mme KREBS, M. KAHLAL, Mme ROBERT-DEHAULT, M. RAIMBAULT, M. FEUILLET, Adjoints au Maire
- Mme GARCIA, M. SCHILLER, M. GARNIER J., Mme BETTING, M. OUALI, Mme COLLET, Mme GUINOISEAU, Mme de CHANLAIRE, M. EREN, Mme PEYRONNEAU, Mme THIEBLEMONT, M. VAGLIO, Mme ANGOT, M. LESAGE, Mme VARNIER, M. CORDEBARD, Mme AYADI, M. AMELON, Conseillers Municipaux

Excusés :

Mme DECHANT, Mme AUBRY, Mme DORKEL, M. CHARPENTIER, M. BONNEMAIS, M. GARNIER P., M. LEBRUN, M. BOUZON, Mme SAMOUR

Ont donné procuration :

Mme DECHANT à Mme KREBS
Mme AUBRY à M. KAHLAL
Mme DORKEL à M. GARNIER J.
M. BONNEMAIS à M. CORDEBARD
M. BOUZON à M. AMELON

Secrétaire de séance : M. VAGLIO

N° 19-02-2017

ACQUISITION D'UNE PARCELLE APPARTENANT A L'ETAT – LA VALOTTE

Rapporteur : Mme Virginia CLAUSSE

Le secteur de la Valotte est situé dans une anse de la Marne ; il est constitué d'une multitude de parcelles à usage de jardin dont certains terrains comportent des constructions illégales. Ce secteur est classé en zone Naturelle du Plan Local d'Urbanisme, en zone de bruit fort vis-à-vis de la BA 113, et exposé en zone rouge du Plan de Prévention des Risques de la Marne Aval.

La Ville de Saint-Dizier a engagé une démarche d'acquisition foncière dans cette zone afin de sauvegarder et mettre en valeur ces espaces naturels. Plusieurs parcelles ont été acquises récemment et d'autres parcelles sont en cours d'acquisition par la collectivité dans la partie Nord et la partie Sud.

L'ETAT, propriétaire de la parcelle BD 276, a fait part de son intention de vendre ce terrain pour un montant de 100 €. Cette parcelle comportant 5 a 45 ca peut être intégrée à la démarche d'acquisition foncière.

Considérant la valeur d'acquisition du bien (inférieure à 180 000 €), il n'y a pas lieu de consulter le service des Domaines.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser l'acquisition de la parcelle BD 276 appartenant à l'ETAT pour un montant de 100 € ;
- d'autoriser Monsieur le Député-Maire ou en son absence Madame Virginia CLAUSSE ou Mademoiselle Pascale KREBS à signer l'acte de vente correspondant.

Le Conseil Municipal, après délibération, décide d'approuver ces propositions à l'**UNANIMITE**.

Pour extrait conforme,

Pour le Député-Maire et par délégation
Le Directeur Général des Services
Pierre-François GITTON